

## HOPITAL, RETRAITE :

# LA SECURITE SOCIALE LA « MÈRE » DES SOLUTIONS !

*Depuis plusieurs mois, et singulièrement depuis des semaines, notre pays est traversé par une lame de fonds qui porte le rejet de contre-réforme macroniste des retraites. Mouvement social sans précédent, celui-ci se nourrit du rejet de la dégradation des conditions de vie et de travail depuis de nombreuses années, des discours mensongers des ultra-libéraux, mais aussi du mouvement inédit des « gilets jaunes » comme de la longue lutte engagée par les hospitaliers « pour sauver l'hôpital public ».*

*Les mobilisations touchent un nombre de plus en plus grand de salarié-e-s, uni-e-s dans leur diversité, marqués par leur vécu singulier et pluriel, mais aussi par de l'approfondissement des contradictions des tenants du capital, arque-boutés sur leur « règles d'or », autrement dit : toujours plus pour le CAPITAL et rien pour Nous !*

*Le sentiment d'injustice sociale (souvent assimilé à l'injustice fiscale) grandissant et touchant toutes les couches de la population, bute aujourd'hui sur la difficulté à faire émerger de véritables pistes alternatives, face au leitmotiv de « l'équilibre financier », vrai pour les hôpitaux, vrai pour les retraites, vrai pour la Sécurité Sociale. Cette grande absente du débat public engagé autour du rejet du système à point de Macron/Philippe, est pourtant LA SOLUTION !*

### Un processus enraciné dans la crise du système capitaliste

**Les attaques contre l'hôpital, les retraites**, mais au-delà, la protection sociale dans son ensemble (l'assurance-chômage !), **prennent racine dans les besoins du capital financier** à s'attaquer aux besoins sociaux socialisés, soit par la cotisation soit par l'impôt, l'Etat étant le garant. Depuis plusieurs décennies de crise mondialisée du capital financier, et surtout depuis la dernière de 2008, les états au service de cette oligarchie financière - *les entreprises du CAC 40 en France* - avec une concertation de plus en plus étroite au niveau mondial et au plan de l'Europe, s'attaquent méthodiquement à déconstruire le socle social de leur pays. Leur obsession se concentre sur l'objectif unique de dégager des marchés disponibles pour la masse de liquidités énormes qui ne peuvent plus « fructifier » dans les conditions présentes, mêmes capitaux exigeant des taux de profit à deux chiffres, comme SANOFI, libérés de toute contrainte.

**Libérer des marchés pour la Finance, passe par deux mouvements concomitants :**

- L'écrasement des dépenses sociales qui échappent au marché, financées par les cotisations socialisées au sein de la Sécurité Sociale
- Imposer la « règle d'or » de lutte contre les déficits, au nom de la « stabilité de l'euro », tout en créant autant de dispositifs pour mettre en déficit les comptes sociaux.

Aujourd'hui, le gouvernement communique sans vergogne autour « des dépenses publiques », sans distinction, en globalisant les comptes de la Sécurité sociale et le budget d'Etat. C'est ainsi qu'insidieusement s'installe dans les têtes l'effacement de la Sécurité sociale. Les contre-réformes de Macron depuis 2017, l'hôpital, les retraites ont fait l'objet de contre-vérités, qui toutes visent l'effacement de la Sécurité sociale

### Une stratégie d'assèchement et d'éclatement de la Sécu efficace

Dès sa mise en place en 1946 la Sécu a fait l'objet de toutes les attaques et coups bas du patronat et de ses alliés. Mais le rapport de force politique et syndical de l'après-guerre a

préservé pour l'essentiel la construction profondément révolutionnaire du CNR... Mais dès les premiers signes de renforcement des forces du capital et des contradictions inhérentes

à la recherche du profit maximum, les premiers coups ont visé la Sécu, dans ses fondements mêmes : **unicité, démocratie, cotisations.**

Méthodiquement, et patiemment les gouvernements qui se sont succédés ont « pris la main » et ont usé de tous leurs pouvoirs pour assécher les ressources de la Sécurité sociale. Une bataille idéologique s'est construite décennie après décennie, autour du « coût du travail » (« les charges sociales » !), au nom de l'emploi, de la compétitivité des entreprises, pour limiter les dépenses financées par la Sécu, organiser la décroissance des cotisations sociales. **Aujourd'hui nous pouvons apprécier le résultat de ces politiques mortifères**, en nombre d'emplois industriels détruits, en nombre de chômeurs et d'emplois précaires, en abaissement du niveau des salaires plombé par l'exonération des bas salaires ! (cf encadré). Cet assèchement des ressources de la Sécu a pu être

possible que par un processus d'étatisation qui a commencé avec l'annulation des élections des salarié-e-s n passant par le plan Juppé en 1996 et l'instauration des PLFSS et l'ONDAM et aujourd'hui les contre-réformes de l'hôpital et des retraites , imposées à marche forcée, jusqu'au déni de la représentation nationale, à coups d'ordonnances et de 49-3 !

**Enfin le primat aux critères comptables** et financiers et son cortège de méthodes de gestion anti-démocratiques se sont substitués à l'approche des besoins humains et sociaux, l'évaluation de leur évolution et l'adaptation des moyens financiers.

L'hôpital en est un splendide exemple, les retraites sont visées pareillement, pour n'être plus qu'une variable d'ajustement dans un marché financier élargi...

## L'hôpital public « responsable de tous les maux »

La « dépense hospitalière » a fait l'objet de toutes les attentions, représentant autour de 40% des dépenses de l'Assurance maladie : c'est ainsi que l'hôpital public a été pris pour cible constante, à coup de rapports de la Cour des comptes, de l'Assurance maladie, de l'IGAS... : trop « dispendieux », trop nombreux, trop hospitalo-centristes, inadaptés, inutiles, dangereux !

Les budgets des hôpitaux publics ont subi de nombreuses dispositions régressives, en passant par le budget global puis la T2A et les EPRD, les contrats de retour à l'équilibre financier ont mis en concurrence les besoins de fonctionnement et d'investissement : les 30 milliards d'endettement des hôpitaux publics ont nourri les profits des banques et des marchés financiers (l'APHP) !

Le « Plan Urgence Hôpital » présenté par la Ministre A. Buzyn, en réponse à la puissante manifestation nationale du 14 novembre, en « rajoute une louche ».

Alors que le PLFSS 2020 en première lecture, actait un ONDAM à 2,1% consacrant encore 4 milliards d'« économies » sur les dépenses d'assurance maladie dont un milliard sur les hôpitaux- en plein milieu de mobilisation des hospitaliers !-, le gouvernement, royalement « lâche » 1,5 milliard sur trois ans, tous confondus dont 200 millions pour 2020 alors que les organisations en lutte exige un ONDAM

à 5% soit au minimum 4 milliards pour faire face aux urgences immédiates.

La perversion « se cache dans le détail » : le gouvernement ne prévoit que la « reprise » d'un tiers sur trois ans des 30 milliards d'endettement, notamment les charges financières à hauteur de 800 millions d'euros. La communication gouvernementale sur « cette importante marge de manœuvre redonnée aux établissements » cache un loup : en effet les établissements devront contractualiser « une trajectoire de désendettement et/ou une trajectoire de transformation », conforme à la loi « ma santé 2022 » votée en juillet dernier. Cette loi institue, en outre, les dits « hôpitaux de proximité », soit la transformation de 350 à 500 hôpitaux généralistes de proximité en « établissements » de consultations avancées, sans urgence, sans maternité, sans chirurgie , laissant le champ libre aux groupes privés! Voilà pourquoi, Madame la Marquise, la ministre Buzyn ne bronche pas devant l'accélération des fermetures de maternités de services d'urgence et autres services, faute de moyens financiers et humains, rétention organisée et visée par les ARS sur les territoires !!

Plus d'un millier de chefs de service vient de lui rappeler, avec force et détermination, l'exigence immédiate de renflouer l'enveloppe des hôpitaux publics de 800 millions d'euros ...

## « La retraite ne doit pas être l'antichambre de la mort » (A. Croizat)

Depuis cette formidable avancée de la généralisation du droit à la retraite, tout être humain bien constitué se pose la question : quand je peux et avec quelle pension ?

Avec la contre-réforme de Macron, »mère de ses réformes », plus rien ne sera garanti !

Mais une seule chose est sûre : l'objectif « vital » pour les ultra-libéraux, orchestré au niveau de l'Europe et de l'oligarchie financière mondialisé : **dépenser moins pour les systèmes de retraite !**

Pour tenir coût que coût (!) cet objectif, tout est bon : système à point dit « universel », **suppression des régimes spéciaux (1% des retraités concernés, 6% de la dépense !)**, âge pivot et/ou d'équilibre.

L'argument-massue est asséné à toute heure : il faut préserver l'équilibre financier des systèmes de retraites, avec « une seule règle d'or » « pas touche au « coût du travail », sinon gare à la compétitivité des entreprises. Traduction le taux de profit !

Il s'agit bien d'ajuster les pensions aux recettes, qui en l'état du projet, ne garantit absolument pas le niveau des recettes.

En effet, le régime de répartition qui serait sauvegardée prendrait un sérieux « *coup de canif* » avec l'introduction d'un dispositif pour les salaires de plus de 10 000 euros par mois : les cadres concernés, soumis à une généreuse cotisation de 2,8% (en lieu et place de 28% !), toucheraient la pension au prorata

de cette cotisation... et seraient invités à aller voir ailleurs pour la compléter : trois articles du projet gouvernemental favorisent directement les plans de retraite par capitalisation ; les banques, compagnies d'assurance et les fonds de pension tel que BLACK ROCK, sont dans les « startingblock » pour, à terme siphonner les 325 milliards de pensions versé à ce jour. Dans l'immédiat, Le manque de recettes pour la CNAV est estimée à 4,8 milliards par an, alors que le déficit constaté en 2018 est de l'ordre de 3,5milliards

Ce n'est pas la triste pantomime offert par Philippe/Berger autour de « l'âge-pivot » qui peut effacer la terrible perspective offerte aux salariés tous secteurs confondus : travailler plus pour toucher moins, chacun-e devenant « responsable » de sa conduite de vie, travailler toujours plus longtemps dans des conditions dégradées (enjeu des régimes « spéciaux qui reconnaissent les conditions de travail réelles comme les cheminots, la catégorie active des soignants qui devront travailler 7 ans de plus...

D'ici 2040 :

**Économies pour les entreprises : 43 milliards.**

**Manques à gagner pour la sécu : 72milliards**

*source UGICT-CGT*

**et toujours plus de retraité-es paupérisées...QUI** n'auront pas d'autre choix que de cotiser à une assurance privée pour pouvoir tout simplement ne pas crever de faim à 64- 65- 70 ans, ou se retrouver dans le « couloir de la mort » !

Avant même la dite « conférence de financement » E. Philippe vient de réintroduire l'âge - pivot en affirmant que « les partenaires sociaux » n'ont pas d'autre choix qu'une mesure d'âge ! La boucle est bouclée !

« La retraite est un âge de liberté de vivre,  
Compensant la « dette sociale » qu'une vie de travail a accumulée »

R. Gori

## Nous ne voulons plus de cette société du chacun-e pour soi !

**Nous savons ce que nous voulons et nous savons que c'est possible...** La Sécurité sociale a ouvert en 1946 UN HORIZON de progrès social dans l'égalité et la solidarité et une vision révolutionnaire d'universalité par le haut. Toute la modernité de sa finalité permet encore aujourd'hui d'envisager la réponse aux besoins de l'hôpital public, de la santé, des retraites ; Sa capacité à s'adapter réside en son mode de financement aujourd'hui menacé : la cotisation basée sur les richesses produites par le travail

Pour gagner un régime unique qui tire vers le haut les droits de l'ensemble de la population, conformément aux attentes (cf projet PCF » pour une réforme des retraites progressiste »)

*Pour en finir avec la casse de l'hôpital, la souffrance des personnels, la fermeture des lits, des services et établissements, la remise en cause de l'accès aux soins, créer les emplois nécessaires, répondre au formidable défi de la formation (cf Plan d'urgence et projet de loi déposé par les parlementaires PCF)*

## **IL FAUT CONQUERIR DE NOUVEAUX FINANCEMENTS POUR NOTRE SECURITE SOCIALE !**

- **Des batailles concrètes et immédiates, de tout instant pour en finir avec les exonérations des cotisations patronales et leur non-compensation inaugurée en 2020**

*La Cour des Comptes s'interroge sur la « pertinence » des 66 milliards d'exonérations en 2019, dont 52 milliards pour les seuls allègements généraux des cotisations patronales dont 9,8 milliards manquent à la branche Vieillesse*

- **Réorienter les masses d'argent stériles vers un financement utile et efficace**

La taxation sociale des revenus financiers des entreprises et des banques permet une mesure salutaire et de justice sociale immédiate :

- 100 milliards seraient mobilisables pour l'ensemble de la Sécurité sociale dont 33,9 pour les retraites. (Il resterait encore 224 milliards de revenus financiers pour le capital !)

- **La création d'un bonus-malus sur les cotisations patronales**

Nous proposons de moduler le taux des cotisations patronales en fonction des comportements des entreprises en matière d'embauche d'emplois stables, de formation d'investissement et d'objectifs écologiques

- **La Sécurité sociale, un projet de société progressiste**

Elle s'inscrit dans notre bataille DE TOUT INSTANT pour une autre logique économique, la place de l'humain dans notre société : création d'emplois durables formés, qualifiés, l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, du respect des conditions de travail et de vie, pour l'égalité salariale femmes/hommes (11 milliards d'euros pour financer la Sécu !)

Mobiliser de nouveaux financements pour l'hôpital, les retraites impliquent pour nous une rupture totale avec cette économie de financiarisation mortifère pour l'humanité et la planète. Nos propositions pour l'hôpital et pour les retraites s'inscrivent dans une nouvelle manière de produire, de consommer, de vivre, respectueuse de l'environnement et une nouvelle façon de répartir les richesses au profit du travail

*Macron veut mettre fin au régime général de la Sécurité sociale :  
Opposons-lui notre irrésistible envie de construire une autre société,  
ici et maintenant avec notre analyse, nos propositions et faire VIVRE LA DEMOCRATIE !*

Bulletin d'adhésion